Trentième Année. — N° 160 UN NUMÉRO : 15 CENTIMES. MARDI 9 JUIN 1885

JOURNAL DE ROUBAIX

POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL

PRIX DE L'ABONNEMENT
Roubaix-Tourcoing : Trois mois, 13 fr. 50. — Six mois, 26 fr. — Un an, 50 fr.
Nord, Pas-de-Calais, Somme, Aisne : Trois mois, 15 fr.
La France et l'Etranger, les frais de poste en sus
Le prix des abonnements est payable d'avance. — Tout abonnement continue, jusqu'à réception d'avis contraire.

RÉDACTION ET ADMINISTRATION
17, RUE NEUVE, 17
Directeur gérant : ALFRED REBOUX

ABONNEMENTS ET ANNONCES :
RUE NEUVE, 17, A ROUBAIX. — A LILLE, RUE DU CURÉ-SAINT-ÉTIENNE, 9 bis.
Paris, chez MM. HAVAS, LAFFITE et Cie, *place de la Bourse, 8, et rue Notre-Dame-des-Victoires, 34*
*Bruxelles, à l'*OFFICE DE PUBLICITÉ

ROUBAIX, LE 8 JUIN 1885

DE SORRENTE A PARIS

Certainement elle a une allure crâne, la lettre de M. Ferry au *Petit Centre* de Limoges ! Mais elle rappelle un peu, selons nous, les allures des matamores de la comédie italienne, elle fait songer involontairement au capitaine Fracasse.

Sans doute, il est beau de s'écrier : « Je me moque de tous mes ennemis ; ils peuvent dire et écrire contre moi tout ce qui leur passera par la tête ; je voyage en ce moment pour mon plaisir, je me repose à Sorrente, et quand je reviendrai à Paris, à mon jour et à mon heure, nous verrons si l'on osera encore m'injurier, et me calomnier. » Mais l'effet de ces fières paroles, de cette imperturbable assurance, s'efface un peu, selon nous, lorsqu'on découvre que M. Ferry a choisi, pour rentrer à Paris, le lendemain du jour où la Chambre des députés avait prononcé sur son cas.

Nous trompons-nous ? Sommes-nous aveuglés par des préventions ? Mais il nous semble que si M. Ferry avait devancé son retour de vingt-quatre heures, s'il s'était présenté jeudi au Palais-Bourbon, comme simple député, fût-il resté muet à son banc, l'effet de la lettre de Sorrente eût été meilleur et plus complet. Nous sommes ainsi faits en France, que nous ne prenons pas au sérieux les menaces proférées de loin : quand on met volontairement entre soi et ses ennemis sept ou huit cents kilomètres, on passe pour n'aimer ni les collisions, ni les rencontres. Pour nous résumer, M. Ferry s'est tué beaucoup plus par la prolongation de son séjour en Italie que par toutes les fautes de son ministère.

Il y a, d'ailleurs, bien d'autres observations à présenter, sur cette lettre de M. Ferry. Celui-ci parle de la possession du Tonkin comme d'un résultat définitivement obtenu, comme d'une conquête contre laquelle rien ne prévaudra dans l'avenir. Dieu entende M. Ferry ! Mais l'optimisme poussé jusqu'à ces limites ressemble furieusement à de l'infatuation. Si nous ne prétendions à occuper dans le Tonkin que la partie de cette contrée que nous avons enlevée de force aux Chinois, c'est-à-dire de Hanoï à Sontay et de Sontay à Lang-Son, les affirmations de M. Ferry soulèveraient moins d'objections. Mais il n'ignore pas, et tout le monde sait, que c'est le Tonkin tout entier que nous avons entrepris d'occuper, et qu'il nous reste à prendre position dans la région supérieure du Fleuve-Rouge, entre Sontay et Laokaï. Ce qu'il nous faudra de patience, d'efforts, de sacrifices pour mener à bien cette nouvelle campagne, ce qu'il s'écoulera de mois et d'années avant que la France y retrouve le prix de ses peines et de ses avances, M. Ferry s'en doute-t-il ? S'est-il même jamais demandé s'il y avait, au bout de tout cela, un produit quelconque pour notre commerce et notre industrie, et s'il n'aurait pas été infiniment plus sage de porter ailleurs, de ménager un peu plus intelligemment les ressources dont nous disposons ?

L'heure n'est donc pas venue pour M. Ferry de monter au Capitole et de rendre grâce aux dieux, et si l'ex-ministre fut, en 1881, Scipion l'Africain, il n'est plus, aujourd'hui que Scipion le Tonkinois. M. Ferry est en train de causer à la France un mal incalculable, et la grande erreur de cette Chambre aura été précisément de ne pas renverser, un an ou quinze mois plus, tôt ce ministre néfaste.

Il parle aujourd'hui de son courage, de sa clairvoyance, de son patriotisme ! Mais où étaient-ils le 30 mars dernier ! Vit-on jamais ministre plus piteux, plus affaissé, demandant plus humblement le bénéfice des circonstances atténuantes ? La fameuse dépêche du général Brière de l'Isle présentait les choses sous un aspect exagéré et trompeur. Mais M. Ferry a-t-il prononcé un mot, a-t-il fait un geste pour avertir sa fidèle majorité du danger d'agir trop vite ! Tout le monde avait perdu la tête, soit ; mais M. Ferry, le premier, ne l'avait-il pas perdue ? Il a cru à un désastre, il a désespéré, trois jours durant, de l'issue des négociations de paix engagées par lui avant la retraite de Lang-Son, et, en présence de l'effondrement inopiné de ses espérances et de ses calculs, il s'est dérobé et a disparu. Qu'il n'impute donc à personne la responsabilité de sa chute : il est l'auteur, le seul et unique auteur, et ayant une occasion de répondre à ses ennemis, de venger son honneur et son patriotisme outragés, il a préféré s'éterniser à Sorrente : le touriste, chez lui, l'a emporté sur l'homme politique.

Si M. Ferry ne remonte jamais sur la scène politique, s'il est déchu irrémédiablement du grand avenir qu'il se promettait, la faute en est donc avant tout et surtout à lui-même. Qu'il n'accuse ni les hommes ni les choses ; il s'est conduit de telle façon, à l'heure du péril et de la bataille, que même si l'expédition du Tonkin pouvait, par miracle, accroître la grandeur de la France et devenir une entreprise féconde, M. Ferry, en ne venant pas défendre son œuvre, a renoncé à l'honneur qu'il réclame et à la gratitude qu'il attend de ses concitoyens.

La déroute du parti opportuniste avait commencé avec certain discours de M. Lelièvre, président de l'Union républicaine, le jour où le ministère Brisson a eu à s'expliquer sur les incidents du Père-Lachaise ; elle s'est achevée par le débat d'avant-hier, lorsqu'on a pu constater qu'à l'heure où une minorité, dans laquelle il entrait, quoi qu'il en dise, nombre de républicains aussi éprouvés que lui, demandait sa mise en accusation. M. Ferry, après avoir admirablement compté ses pas et son temps, parcourait, en chemin de fer, la distance qui sépare Lyon ou Chambéry de la capitale de la France !

Discours de Léon XIII aux Catholiques italiens

Voici le discours prononcé par Sa Sainteté, en réponse à l'adresse des catholiques italiens, venus à Rome pour la célébration du huitième centenaire de saint Grégoire VII (1).

La circonstance solennelle qui vous amène, cette année, aux pieds du Vicaire de Jésus-Christ, pour lui confirmer, au nom de toute la Société des Congrès catholiques, les sentiments de votre dévouement et de votre fidélité inviolable, Nous rend, très chers fils, votre présence singulièrement agréable et vos paroles dignes d'accueil. Elles vous ont été inspirées par le souvenir du grand Pontife qui, après huit siècles, vit encore admiré et béni ; et cette manifestation de déférence est elle-même le fruit de ce pieux enthousiasme avec lequel on honore partout le Pontife saint, le vengeur de la discipline ecclésiastique, l'invincible défenseur de l'indépendance et de la liberté de l'Eglise, le père très prévoyant des peuples.

Son œuvre, odieusement combattue pendant longtemps, il faut la reconnaître même à ce signe comme l'œuvre d'un génie merveilleusement grand. Ses luttes furent pour la liberté de l'Eglise, à qui la tyrannie des puissances terrestres et la servilité des hommes corrompus faisaient courir les plus graves périls. *L'Epouse du Christ ne doit pas être esclave*, disait Grégoire ; et cette idée sublime, qui se trouve au fond de toutes les résistances opposées par les Papes, depuis les premiers siècles, aux injustes exigences des puissances, est comme l'âme et la vie du pontificat de Grégoire ; elle lui fait affronter, avec une imperturbable constance, une immense quantité de fatigues ; pour elle, il meurt en exil ; mais, finalement, l'Eglise a pu cueillir le fruit de ses vertus héroïques et de ses magnanimes entreprises.

Identique en son but final, diverse en sa forme et dans ses moyens, suivant la diversité des temps et des lieux, la guerre se poursuit contre l'Eglise. En des temps plus voisins de nous et aux nôtres, on a tenté, par toute espèce d'embûches, de renverser le principat civil du Saint-Siége, c'est-à-dire le moyen établi par la Providence divine pour la défense et la protection de son pouvoir suprême ; et c'est pour cette liberté, et non certes par ambition du trône ou par désir de grandeur terrestre, que Nos prédécesseurs ont combattu et que Nous combattons également. L'importance souveraine de cette liberté inspire au Vicaire de Jésus-Christ cette constance que le monde ne sait pas comprendre, et qui, même au milieu de difficultés de tout genre, est un gage assuré de la victoire.

Mais, de même qu'aux temps de saint Grégoire, l'Italie ne put pas demeurer étrangère ou indifférente aux destinées du Pontificat Romain, elle ne peut pas non plus l'être en nos temps. — En résistant à qui voulait l'Eglise esclave, saint Grégoire a empêché, comme vous venez de le rappeler, la prédominance d'une puissance étrangère en Italie ; et ainsi commença cette ère de prospérité et de gloire qui, par les soins des Papes, ses successeurs, parvint ensuite à atteindre son apogée sous Alexandre III. L'héroïne de Canossa s'est portée courageusement au secours de Grégoire, et le nom de l'une, comme celui de l'autre, retentit aujourd'hui encore glorieux et immortel. Ainsi il est certain que si, même à cette époque très-difficile, l'Italie a pu trouver la délivrance et le salut, ce fut grâce au Pontificat romain, et toute l'histoire de cette époque confirme, d'une manière éclatante, que le bien-être et la grandeur de l'Italie dépendent principalement de la persistance de son union avec le Pontife de Rome, et de son sincère dévouement à sa suprême autorité.

Dès lors, attaquer le Pontife, comme on l'ose aujourd'hui, fouler aux pieds les revendications du Saint-Siège en alléguant le bien de l'Italie, c'est une sottise impie : et ce ne peut être que l'aspiration des sectes qui, sur les traces des ennemis de saint Grégoire, visent avant tout à réduire l'Eglise en esclavage et à enchaîner la puissance.

Mais la vérité, qui ne craint pas de démenti, c'est que, avec le Pape, l'Italie est grande et respectée ; sans le Pape, elle est privée de son plus bel honneur et de son meilleur éclat ; contre le Pape, elle est exposée à tous les malheurs qui sont l'apanage ordinaire de qui fait la guerre au Vicaire de Jésus-Christ.

Oh ! si les Italiens, méditant sur les enseignements irréfragables de l'histoire, savaient séparer l'amour de leur pays et le désir de sa prospérité des conceptions ténébreuses des sectes, et, s'inspirant à ce qui est leur bien véritable et leur suprême intérêt, revenaient au devoir et à l'honneur de soutenir la cause du Pape et de défendre l'indépendance et la liberté du Siège apostolique !

Vous, très chers fils, et tout ce qu'il y a en Italie de catholiques sincères, employez-vous à atteindre ce but : que l'exemple de ceux qui vous ont précédés, et les fruits qu'ils ont cueillis vous servent de stimulant ; que la protection du saint Pape Grégoire fortifie et soutienne votre courage. Et que vous réconforte aussi la bénédiction apostolique que Nous donnons à vous ici présents, à vos comités, à l'œuvre des Congrès, et à tous les catholiques d'Italie.

(1) Nous empruntons la traduction du *Journal de Rome*.

LE LIEUTENANT-COLONEL HERBINGER

Le *Figaro* contient ce matin un long article, dans lequel est présentée la défense du lieutenant-colonel Herbinger.

Selon notre confrère, voici les raisons primordiales qui auraient poussé cet officier supérieur à ordonner la retraite de Lang-Son et qui, par suite, justifierait cette retraite :

« La vérité, la voulez-vous ?... Eh bien ! la voici, et celui qui me l'a dite n'est pas le colonel Herbinger, cette statue du silence et du devoir.

» La vérité vraie est que les soldats étaient surmenés par cinq jours de bataille permanente, pendant lesquels ils n'ont mangé rien que du riz et bu rien que de l'eau emportée dans les bagages, ce qui ne donne pas de force aux muscles et permet aux nerfs de dominer.

» La vérité est qu'ils n'avaient plus de cartouches après le troisième jour, et que, lorsqu'ils se sont vus battant en retraite, sans munitions, l'émotion s'est emparée d'eux.

» La vérité est que, lorsqu'ils ont su leur général blessé, plus rien n'a pu arrêter leur marche en arrière et que si, *strictement*, le chef qui a pris le commandement en pleine retraite est responsable de ce qui s'est passé, il ne peut pas l'être *humainement* ; car ses ordres ont été précis, nets et vigoureux, mais les officiers ne tenaient plus leurs troupes en main pour les exécuter ; c'est pourquoi cette colonne a reculé plus qu'il ne fallait, plus que cela n'avait été prescrit. »

Le *Gaulois*, au contraire, pense que des accusations graves pèsent sur le lieutenant-colonel Herbinger. Dans des lettres d'officiers et de fonctionnaires *étant au fait de ce qui se passe par leur position*, il est parlé de situations présentées avec des chiffres erronés, de récits reconnus altérés et de bien d'autres méfaits.

Voici dans quels termes le *Gaulois* réclame la comparution de M. Herbinger devant un conseil de guerre.

« Il faut qu'un conseil de guerre soit réuni et que le colonel Herbinger comparaisse devant lui.

» Comme dans la marine, il sera puni s'il a failli ; il sera récompensé s'il a fait ainsi qu'il devait faire.

» Pourtant, il est nécessaire d'attendre les témoignages du général Brière de l'Isle, qui rentrera prochainement en France, et du général de Négrier, dont les explications sont indispensables.

» Il serait enfin désirable que le général de Courcy et le général Warnet, institués en commission, procédassent, dans quelque temps, sur les lieux mêmes, à une enquête sérieuse.

» Peut-être alors connaîtrions-nous la vérité ? »

UNE APOTHÉOSE DE MARAT

Maintenant que le Panthéon est rendu, non pas à sa destination primitive (comme l'a prétendu le gouvernement, par un de ces mensonges historiques qui ne lui coûtent guère), mais, au contraire, enlevé à cette destination primitive, pour être consacré à ceux que la politique et l'esprit de parti qualifieront de grands hommes, nous ne tarderons peut-être pas à y voir la statue de Marat rétablie, à défaut de ses cendres, dans tous les honneurs que lui décernèrent les hommes sanguinaires et les fous furieux de 1793.

En attendant ce beau jour, l'assemblée de l'Hôtel-de-Ville vient de s'associer à une véritable réhabilitation, ou, pour nous servir d'un mot plus exact, à une véritable apothéose de ce révolutionnaire sinistre, en votant d'urgence la proposition faite par le citoyen Monteil, d'acheter à son possesseur actuel le tableau de *Marat assassiné*, de L. David, lequel figure en ce moment à l'Exposition des portraits du siècle, et de placer cette toile, dans la salle même des délibérations du conseil municipal.

Evidemment, cet achat n'a été qu'un prétexte à une manifestation en l'honneur de l'*Ami du Peuple*. Le tableau dont il s'agit n'est pas à vendre, que nous sachions, et c'est presque faire injure au descendant du peintre David que de supposer qu'il serait disposé à se défaire d'une œuvre à laquelle il paraît porter un intérêt de famille tout particulier. Mais M. Monteil et les radicaux du conseil municipal n'y regardent pas de si près. Il leur fallait à toute force un éloge de Marat, et ils se le sont procuré comme ils ont pu.

C'est bien, en effet, un éloge de Marat, et le plus scandaleux des éloges qu'a fait le citoyen Monteil. C'est là l'un des signes les plus caractéristiques des temps où nous vivons. Chaque jour nous rapproche un peu plus des saturnales révolutionnaires. Il n'est si exécrable mémoire que nous n'entendions glorifier. Hier, c'était Danton, l'instigateur des massacres de septembre ; aujourd'hui, c'est Marat. Après cela il faudra tirer l'échelle. En vérité, c'est à croire que nos radicaux sont atteints de folie !

Mais il faut avoir sous les yeux de pareilles élucubrations pour croire à leur existence. Qui pourrait supposer, après les témoignages irrécusables de l'histoire sur le rôle atroce que joua Marat dans notre première Révolution, qu'on ait pu écrire, sur celui qui fut moins un homme qu'un tigre altéré de sang, des pages comme celle-ci :

Nous sommes à une époque où, loin d'avancer, la justice due aux hommes de la Révolution semble reculer, où nous ne jugeons encore des faits historiques qu'au travers d'écrivains qui les ont travestis en portant leur haine principalement sur ce qui était noble et grand. Parmi ceux qui ont été le plus accablés, pour lesquels la vérité a été le plus faussée, il faut citer Marat. L'aristocratie en a fait le bouc émissaire sur lequel elle a jeté toutes les souillures dont elle voulait accabler la Révolution. Mais il était entre tous dévoué au peuple, il en était l'idole.

Ainsi Marat, ce journaliste qui s'embusquait derrière ses feuilles de l'*Ami du Peuple*, pour tirer sur tout le monde : Feuillants, constitutionnels, Girondins, Dantonistes, qui demandait 500,000 têtes d'un coup, n'a été qu'un innocent calomnié. C'était le plus doux et le plus humain des hommes. L'on ne ment pas plus impunément à l'histoire.

Aucun sacrifice ne doit être épargné pour acquérir cette toile de l'*Assassinat de Marat*. Tel est du moins l'opinion de M. Monteil, qui n'est pas moins prodigue de l'argent des contribuables que de ses phrases pompeuses :

Si la ville de Paris obtenait la cession de ce tableau, elle posséderait non seulement une œuvre incomparable, mais le portrait d'un grand calomnié, dont la mort fut pleurée de tout un peuple et auquel on décerna les suprêmes honneurs de l'apothéose.

Vous aurez désiré avoir l'image d'un de ces grands tribuns qui se lèvent un jour pour délivrer l'humanité souffrante, et vous vous serez prononcés avec sérénité, vous appliquant cette grande parole de Saint-Just, « qu'il n'y a que les hommes faibles et méchants que l'équité terrible épouvante ».

En être arrivé à l'admiration, au culte de Marat, après cinq ans du gouvernement de M. Grévy, c'est avoir bien marché. Cela nous promet pour l'avenir.

NOUVELLES DU JOUR

Election sénatoriale du 7 juin

MANCHE

1er tour

MM. Sebire, républicain . . . . . 491 voix.
Vice-amiral de Gueydon, monarch 378
La Vieille, républicain 365

(Ballottage)

2e tour

MM. Sebire. . . . . , Elu. 745 voix.
de Gueydon. 471

Il s'agissait de remplacer M. Dufresne, sénateur républicain de la Manche, décédé. M. Dufresne avait été élu au renouvellement de janvier 1879 ; il avait obtenu 396 voix contre 333, données à M. de Saint-Germain, candidat conservateur, sur 476 votants.

A l'élection d'hier, trois candidats se trouvaient en présence : M. le vice-amiral de Gueydon, une illustration de la marine, candidat conservateur ; M. La Vieille, et M. Sebire, candidats républicains.

Deux tours de scrutin ont lieu. Au premier, M. Sebire a obtenu 491 voix, M. de Gueydon 379, et M. La Vieille 365. Au second, M. La Vieille s'est désisté en faveur de M. Sebire, qui a alors obtenu 745 voix, contre 471 à M. de Gueydon.

Le candidat conservateur a donc obtenu 138 voix voix de plus qu'en 1879. Il n'y a pas de quoi chanter victoire, puisque M. de Gueydon n'est pas élu ; mais il n'en faut pas moins constater un progrès sensible dans cette élection, comme dans toutes celles qui ont lieu depuis deux ans.

M. La Vieille est député de la Manche, et sa position est très menacée dans la circonscription de Cherbourg, qu'il représente ; c'est pourquoi il a cherché à prendre sa retraite au Sénat. C'est un ancien employé de commissariat de marine, qui jouit de peu de sympathies.

M. Sébire est maire et conseiller général de Valognes, où il jouit de la réputation d'homme intelligent et serviable. Il est très âgé et républicain à l'eau de rose. On croit qu'un certain nombre de conservateurs ont voté pour lui, afin de faire échec à M. La Vieille, dont le département ne voulait pas avant tout.

M. Pierre Legrand à Anvers

Paris, 7 juin. — M. Pierre Legrand, ministre du commerce, part demain, lundi, à six heures du soir, pour Anvers, où il se rend directement et où il doit arriver à une heure du matin. La visite du ministre du commerce à l'exposition d'Anvers, est tout officieuse. La fête officielle aura lieu plus tard, en France, après l'exposition.

Le ministre du commerce est accompagné dans ce voyage par M. Dietz-Monin, président de la commission française de l'Exposition ; M. Edmond Halphen, secrétaire, et par la plupart des membres de cette commission, ainsi que par M. Gaston Carle, délégué de la presse.

M. Pierre Legrand a été invité par la chambre de commerce française de Bruxelles à un banquet qui aura lieu à Bruxelles, mercredi soir, 10 juin.

Les fêtes de Lyon

Paris, 7 juin. — M. Demôle, ministre des travaux publics, qui représente le gouvernement aujourd'hui à la distribution des récompenses du concours régional de Lyon, est arrivé hier samedi, à six heures du soir, dans cette ville. Il a été reçu à la gare par le préfet du Rhône, le gouverneur militaire de Lyon, le président du conseil général, le maire de Lyon et les principales autorités.

Les honneurs militaires étaient rendus par les troupes de la garnison.

Aujourd'hui, dimanche, à huit heures du matin, M. Demôle a reçu les autorités civiles et militaires. A midi, il a visité le concours régional ; à deux heures et demie, au Grand-Théâtre, distribution des récompenses.

Le colonel Herbinger

Paris, 7 juin. — Le lieutenant-colonel Herbinger a eu, ce matin, une longue entrevue avec le ministre de la guerre.

Conférence de M. Spuller au Mans

Le Mans, 7 juin. — M. Spuller a fait une conférence en faveur de l'œuvre de la société de propagation de l'éducation laïque. Il a parlé longuement de la loi scolaire de 1882, qu'il a trouvé nécessaire au fonctionnement du suffrage universel et la meilleure sauvegarde de la République.

Les fêtes de Lyon

Lyon, 7 juin. — M. Demôle, ministre des travaux publics, présidant aujourd'hui la distribution des récompenses du concours régional, a fait un discours dans lequel il a d'abord traité les questions qui intéressent la ville de Lyon.

Parlant des prochaines élections, le ministre a dit : « Le gouvernement veut les élections libres, exemptes de pression, et dignes de la France. »

La perte du « Renard »

Londres, 7 juin. — Voici le texte de deux dépêche du *Lloyd* de Perim, datées d'aujourd'hui. Dans la première il est dit que le *Renard*, navire de guerre français, a quitté Obock le 3 juin en destination d'Aden. Le bruit court qu'il se serait perdu corps et biens. Le *Moran*, navire anglais, a rapporté avoir aperçu les débris.

Dans la seconde, datée de 8 heures soir, il est dit que les canonniers *Turquoise* et *Reindeer* sont parties d'Aden à la recherche du *Renard*. La *Turquoise*, de retour, n'a rien à signaler.

M. Pierre Legrand à Beauvais

Beauvais, 7 juin. — M. Pierre Legrand, ministre du commerce, accompagné des sénateurs et députés de l'Oise, est venu présider la distribution des récompenses du concours régional. Le ministre a été reçu à la gare avec les honneurs habituels. Une réception de tous les fonctionnaires a eu lieu à la préfecture.

Le ministre a visité le concours régional et a prononcé, au moment de la distribution des récompenses, un discours dans lequel il a affirmé l'intérêt que porte le gouvernement à l'agriculture ; il a également exprimé l'espoir que la Chambre prochaine continuerait l'œuvre commencée, en votant notamment le canal de Paris à Boulogne.

Les principales récompenses ont été attribuées au vicomte Chezelles et au frère Eugène, directeur de l'école d'agriculture de Beauvais.

La politique coloniale

Paris, 7 juin. — Avec la politique coloniale, on ne sait jamais où l'on s'arrêtera. Voici des complications, légères encore, qui menacent un point à peu près ignoré.

Pour les besoins de notre flotte dans l'Extrême-Orient, une station a été créée à Obock, en face d'Aden. Les indigènes, Somalis et Andakils, ont vu notre établissement de mauvais œil. Au début, un sergent de marine, avec quelques hommes, suffisait pour la garde de la station : un capitaine a été ensuite envoyé. Mais cela ne suffisait plus. Le ministère de la marine a donné les ordres nécessaires pour que la canonnière *le Météore* aille renforcer le *Pingouin*, qui se trouve dans les eaux d'Obock, où des troupes seront sans doute envoyées.

L'escadre de l'Extrême-Orient

Paris, 7 juin. — La dislocation prochaine de l'escadre de l'Extrême-Orient amènera des mouvements importants dans les états-majors généraux des forces navales de l'Indo-Chine.

Voici quelles sont les probabilités à ce sujet :

M. le vice-amiral Courbet rentrerait le premier en France avec le *Bayard*, c'est-à-dire aussitôt la paix conclue avec la Chine ; puis, un peu plus tard, M. le contre-amiral Lespès, montant le *La Galissonnière*, de manière que ce dernier officier général arrive en France à la fin de l'année, au moment où il terminera ses deux ans de commandement.

M. le contre-amiral Rieuner deviendrait alors commandant en chef de la division navale des mers de Chine et du Japon, qui sera établie.

Enfin, une division navale de Cochinchine et du Tonkin serait créée, sous le commandement d'un contre-amiral envoyé de France, sans qu'il fût touché à la situation des commandants de la marine dans ces deux colonies.

Le ministre vient de recevoir de M. le vice-amiral Courbet des propositions pour la Légion d'honneur et la médaille militaire en faveur des officiers, marins et soldats qui font partie de l'escadre de l'extrême Orient, et principalement pour ceux qui ont pris part à la prise des îles Pescadores. On assure qu'une promotion spéciale va être soumise au chef de l'Etat.

Chez M. Grévy

Paris, 7 juin. — M. Jules Grévy, président de la République a reçu hier, en audience privée, l'abbé de Mérino, ancien président de la République dominicaine, qui lui a présenté les lettres qui l'accréditent en qualité d'envoyé spécial auprès du gouvernement français.

L'émir afghan

Londres, 7 juin. — Ni le ministère des affaires étrangères, ni le ministère de l'Inde, à Londres, n'ont reçu confirmation du bruit de l'assassinat d'Abdurrahman.

Saint-Pétersbourg, 7 juin. — D'après des renseignements de source autorisée, le bruit de l'assassinat de l'émir d'Afghanistan serait dénué de fondement.

La délimitation des frontières afghanes

Londres, 7 juin. — La nouvelle de la *Pall Mall Gazette* annonçant que l'entente est définitivement conclue entre la Russie et l'Angleterre sur la question de délimitation est prématurée et incorrecte au point de vue du fait matériel. Un nouvel échange de communications a eu lieu entre Londres et Saint-Pétersbourg. On serre l'entente de plus près que jamais.

M. de Staal a eu une entrevue aujourd'hui avec lord Granville, mais le cabinet anglais a encore à répondre à la nouvelle communication de la Russie. Cette réponse sera peut-être donnée ce soir pendant la grande réception qui a lieu au Foreign-Office, ou bien seulement lundi. Si elle est affirmative, l'entente sera matériellement accomplie ; si elle est négative, un nouvel échange de communications sera nécessaire.

Il semble que le dernier échange de communications a tourné la seule difficulté importante qui existait encore, celle des passes de Zulficar ; comme il est impossible de faire concorder les renseignements géographiques qu'on possède sur ce point, on référera pour la solution aux commissaires qui traceront pratiquement la frontière sur les lieux. Grâce à cette solution, l'entente est imminente.

Arrivée du général Lumsden

Londres, 7 juin. — Le général Lumsden est arrivé ce matin.

Londres, 7 juin. — Le général Lumsden a été accueilli avec enthousiasme à Charing-Cross. Une foule d'environ 3,000 personnes l'a chaleureusement acclamé.

Bruits de crise ministérielle en Angleterre

Londres, 7 juin. — Il est de plus en plus question de désaccords graves dans le ministère anglais au sujet du renouvellement des lois d'exception contre l'Irlande. On avait prétendu que tout était arrangé, que celles de ces lois qu'on maintiendrait ne seraient renouvelées que pour un an et que les membres radicaux du gouvernement se contenteraient de cette concession.

Il semble que les choses ne seraient pas aussi avancées : la *Press Association* prétend que MM. Dilke et Chamberlain auraient déjà remis leur démission au premier ministre, démission qui deviendrait définitive dans le cas où le gouvernement demanderait le renouvellement des lois d'exception pour un laps de temps illimité, sans promettre de présenter promptement des mesures pour porter remède à la situation de l'Irlande.

On parle aussi de discussions orageuses qui auraient eu lieu dans le conseil des ministres et le *Standard* dit qu'on croit de plus en plus que M. Chamberlain tient à abandonner le gouvernement avant les élections générales.

Londres, 7 juin. — Le silence gardé, contre toute attente, par le gouvernement, hier, au Parlement, sur la question du régime applicable à l'Irlande, est considéré comme une preuve que l'entente n'est aucunement faite entre les divers groupes du cabinet.

Santé de l'empereur Guillaume

Berlin, 7 juin. — L'empereur a fait hier soir, à sept heures, sa première sortie en voiture, au Jardin zoologique.

Les tremblements de terre dans l'Inde

Simla, 7 juin. — Le résident anglais de Cachemire annonce que les tremblements de terre continuent.

Le terrain s'est entr'ouvert en plusieurs endroits. Quelques maisons sont endommagées. Les crevasses émettent de l'eau chaude et des vapeurs sulfureuses. Les secousses sont cependant peu accentuées.

La conférence sanitaire

Rome, 7 juin. — Hier, a eu lieu la dernière séance de la commission technique de la conférence sanitaire.

MM. Thorne et Fayer ont fait des communications relatives à l'efficacité des moyens à employer pour assainir les objets contaminés venant par voie de terre. Les mesures proposées ont été approuvées avec quelques amendements.

La commission siégera encore demain pour lire et approuver ces conclusions, qui seront présentées à la prochaine séance plénière de la conférence.

Des remerciements ont été votés au président de la commission technique, M. Meleschott, ainsi qu'aux secrétaires.

La paix avec la Chine

Paris, 7 juin. — Les négociations entre M. Patenôtre et Li-Hung-Tchang continuent d'une manière satisfaisante et font prévoir un dénouement prochain.

Nos négociateurs se montrent très satisfaits des résultats obtenus.

La France au Congo

Paris, 7 juin. — On lit dans le *Temps* :

« Nous sommes en mesure de donner quelques détails sur la mission que M. le lieutenant de vaisseau Rougier est appelé à remplir pour le compte de la France au Congo.

» Cet officier de marine, officier d'ordonnance de l'amiral Galiber, s'est rendu à Bruxelles avec le docteur Ballay, sur le désir exprimé par S. M. le roi Léopold, qui les a reçus de la manière la plus affable.

» Il a réglé, par avance, avec le directeur de l'Etat libre du Congo, les principaux points de sa mission. On pense même qu'il procédera, séance tenante, à l'estimation générale des établissements cédés par l'Association internationale à la France.

» Le chiffre ne paraît pas en être très élevé, et, si nos informations sont exactes, ne dépasserait pas quelques centaines de mille francs.

» Une fois le principe établi, M. Rougier se rendrait au Congo pour reconnaître sur place les établissements en question, contradictoirement avec les commissaires de l'Etat du Congo : il réglerait également avec eux quelques points de la frontière laissés en suspens dans les protocoles de Berlin.

» Comme nous l'avons dit, le départ de M. Rougier et du docteur Ballay pour le Congo aura lieu dans le courant du mois. »

L'incident de Tunis

Tunis, 7 juin. — L'émotion causée par les incidents de ces jours derniers commence à se calmer. Des entretiens très courtois ont eu lieu entre le consul d'Italie et M. Cambon.

La dynamite en Espagne

Madrid, 7 juin. — Hier, à la Chambre des députés, le ministre de la justice, répondant à une interpellation, a déclaré que des mesures ont été prises pour réprimer rigoureusement les attentats par la dynamite comme celui de Villanuova, dont nous avons parlé hier en dernière heure.

Le premier président et le procureur général de la cour royale de Barcelone se sont rendus à Villanuova pour diriger l'instruction de cette affaire.

Troubles en Suisse

Genève, 7 juin. — Des troubles assez graves viennent de se produire à Granges (canton de Vaud), à l'occasion des exercices salutistes. Un jeune homme ayant été atteint d'aliénation mentale, on attribua son état à l'exaltation dans laquel les salutistes l'avaient entretenu. La population se porta en masse au local occupé par l'Armée du Salut, l'envahit, jeta par les fenêtres les bancs et les écriteaux et brûla nombre de publications. Les salutistes ont porté plainte et demandent des dommages-intérêts.

La conférence de Berlin

Paris, 7 juin. — La commission chargée de l'examen du projet de loi portant approbation de l'acte général de la conférence de Berlin, a élu M. Rameau président, M. Maxime Lecomte (Nord) secrétaire.

Le gouvernement sera entendu la semaine prochaine.

Les élections en Autriche

Vienne, 7 juin. — 275 résultats sont connus. Les libéraux allemands perdent 18 sièges.

Un nouveau Mahdi

Caire, 7 juin. — Les journaux arabes signalent l'apparition d'un troisième Mahdi, venant de l'Arabie, et appartenant à la secte des Walabites.

On dit qu'il a déjà un nombre considérable de partisans.

Le choléra en Egypte

Paris, 7 juin. — Une dépêche du Caire annonce que le bruit d'après lequel le choléra aurait éclaté en Egypte est officiellement démenti.

Un cyclone dans le golfe d'Aden

Aden, 7 juin. — Un cyclone s'est déchaîné dans le golfe d'Aden, le 3 juin. Ici et à Obock, les dégâts sont considérables.

D'après des nouvelles d'Obock d'hier soir, il est à craindre que le *Renard*, parti le jour du cyclone d'Obock pour Aden, n'ait subi un accident. Depuis son départ, on n'en a aucune nouvelle.

LES CERCLES OUVRIERS

Un journal républicain indépendant de Paris, la *Liberté*, consacre aux cercles d'ouvriers un article qui appellerait peut-être, çà et là, quelques réserves, mais qui mérite d'être lu, car il est intéressant et contient des remarques très fines et très judicieuses :

L'assemblée annuelle des Cercles d'ouvriers qui s'est tenue pendant toute cette semaine, à la salle de la Société de géographie, a eu une importance exceptionnelle. Sans partager toutes les idées des fondateurs, la *Liberté* n'a jamais refusé sa sympathie à l'Œuvre des cercles : elle a toujours salué, dans cette tentative de réconciliation des classes entre elles, un noble et généreux effort.

C'est un monde spécial qui apparaît dans ces réunions, où toute la France a des délégués ; on assiste à une revue de tous les dévouements et de toutes les bonnes volontés. A l'enquête purement matérielle qui a été ouverte, jadis, au Palais-Bourbon, succède une sorte d'enquête des consciences, des intelligences et des âmes, où les représentants de toutes les classes viennent témoigner de ce qu'ils ont essayé de faire, raconter, parfois, d'une façon bien attendrissante, les résultats qu'ils ont obtenus.

L'œuvre, nous l'avons constaté déjà à plusieurs reprises, a perdu le caractère d'œuvre à la mode qu'elle avait dans les commencements. Les hommes du monde, qui s'imaginaient naïvement que la question sociale allait être résolue le jour où les ouvriers trouveraient un local pour jouer au bouchon ou au billard le dimanche, ont été désillusionnés quand ils ont vu que ces jeux innocents n'amenaient pas une transformation immédiate. Ceux qui rêvaient d'avoir là une petite armée populaire toute prête se sont éloignés à leur tour, quand il leur a été démontré que la politique était étrangère à l'œuvre des cercles.

Il est resté les fidèles, les convaincus, qui croient vraiment qu'il y a quelque chose à faire pour élever et pour moraliser l'ouvrier. Ils ont continué leur tâche dans des conditions moins favorables que jamais, et ils ont vu s'accroître, malgré tout, le nombre des adhérents.

Ce qui ressort, en effet, des discussions et des rapports, c'est que les prolétaires sont loin d'êtres hostiles à l'idée des cercles, aux obligations qu'ils imposent, au joug librement consenti qu'ils font peser sur les membres associés.

L'ouvrier chrétien, trouvant une grande douceur dans les pratiques religieuses, se plaisant dans cette atmosphère de pensées, est loin d'être un mythe, même dans les quartiers les